

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 23 (1931)
Heft: 3

Artikel: L'économie de la Suisse en 1930
Autor: Weber, Max
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383807>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie de la Suisse en 1930

Par *Max Weber*.

A part les rapports sur la conjoncture, que nous publions tous les trimestres dans la *Revue syndicale*, nous tenons à donner, comme les années précédentes, un aperçu général des phénomènes économiques qui se sont produits l'année dernière. Alors que dans nos rapports trimestriels nous relatons, mois après mois, les changements qui s'opèrent dans la situation économique, nous établirons dans le présent article, sur la base des chiffres annuels sur la situation économique, une comparaison avec les années précédentes. Les chiffres que nous fournissons ainsi que les graphiques se rapportent à 10 ans de conjoncture, notre appréciation sur la conjoncture actuelle de notre pays sera de ce fait facilitée.

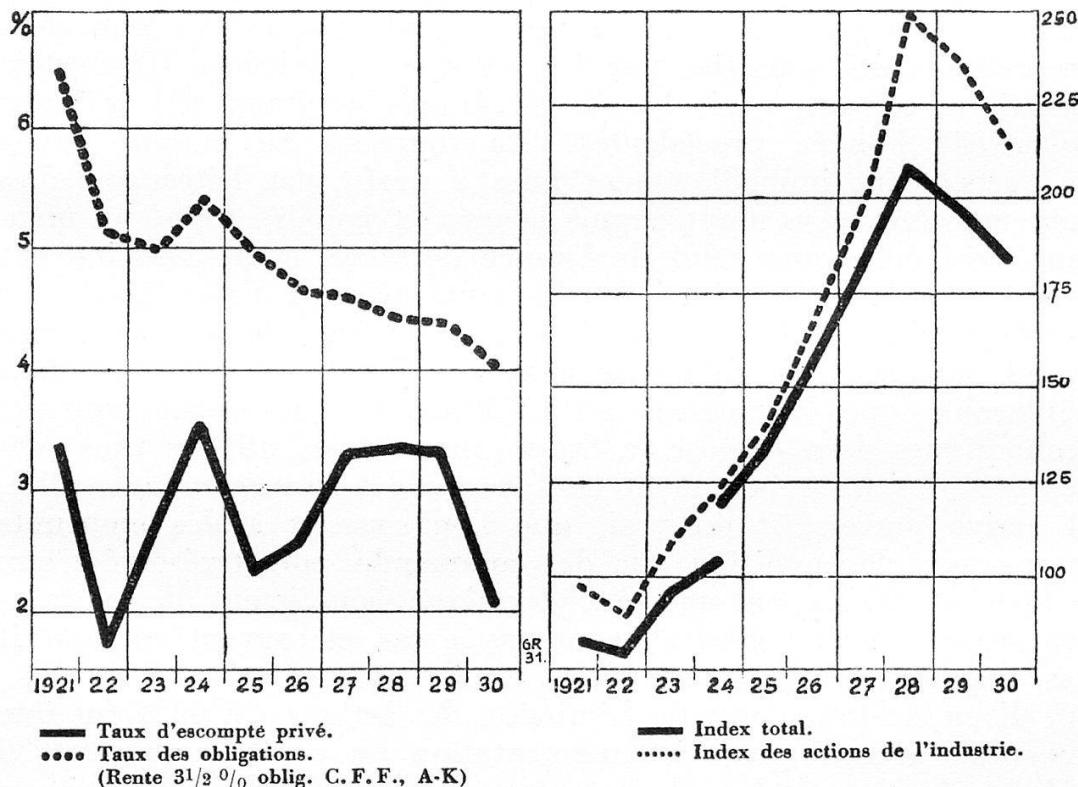
Si l'année 1929 a été pour la Suisse une année de haute conjoncture, celle de 1930 peut être considérée comme l'année du début de la crise. Abstraction faite de certains phénomènes, tels que la crise permanente qui sévissait dans quelques branches de l'industrie textile, le développement de la conjoncture s'est manifesté dès 1923 après la dernière grande crise économique de 1921/22; ce développement s'est manifesté tout d'abord sous forme d'une amélioration relative de la crise, puis en surmontant rapidement jusqu'à fin 1929 un certain recul qui s'est manifesté en 1925/26. A cette époque l'influence des événements d'Amérique marqua le début de la crise dans l'industrie horlogère. Abstraction faite de cette crise partielle, la situation de la Suisse durant les premiers mois de 1930, était assez favorable. La crise économique universelle s'étendit cependant rapidement. Une débâcle des prix se manifesta sur tous les marchés de matières premières. Il y eut surproduction et le chômage augmenta dans des proportions alarmantes. A part les Etats-Unis, les pays dont l'économie avait déjà subi une certaine dépression les années précédentes, furent tout spécialement atteints par la crise. Tel fut le cas pour l'Allemagne et l'Angleterre. L'économie suisse fut preuve d'une grande résistance. La crise n'atteint actuellement que les industries d'exportation. Durant la seconde moitié de l'année, l'exportation diminua d'une manière inquiétante. En été déjà, le chômage s'étendait dans de plus fortes proportions que l'année précédente, bien que les chiffres absolus à ce moment-là n'aient pas été très alarmants. C'est à l'entrée de l'hiver seulement que la courbe du chômage monta rapidement.

Nous nous arrêterons à chaque phénomène économique. Il y aura lieu de tenir compte que dans le présent commentaire, il s'agit toujours de la moyenne annuelle, dans laquelle les variations sont moins accentuées que dans les chiffres mensuels.

En 1930, le marché du capital était sous l'influence d'une offre du capital sans cesse croissante. La crise a d'une part libéré une très grande quantité de capitaux et, d'autre part, des fuites de capitaux provenant de pays aux conditions politiques instables ont afflué dans notre pays dans une très large mesure. Cette situation contribua à la baisse du taux d'intérêt, surtout pour les capitaux à court terme (le taux d'escompte privé en donne la preuve). Le taux se modifia également d'un demi pour cent environ pour les prêts à long terme. Nous mentionnons comme d'habitude la rente produite sur la base du cours en bourse par les obligations standard des C. F. F. qui peuvent servir de mesure pour la base d'intérêt des valeurs de premier ordre:

	Taux d'escompte privé	Rente des oblig. à 3 $\frac{1}{2}$ % C.F.F. A-K en pour-cent		Taux d'escompte privé	Rente des oblig. à 3 $\frac{1}{2}$ % C.F.F. A-K en pour-cent
1921	3,39	6,46	1926	2,52	4,67
1922	1,68	5,11	1927	3,27	4,61
1923	2,63	4,99	1928	3,33	4,43
1924	3,54	5,35	1929	3,31	4,38
1925	2,27	4,96	1930	2,01	4,07

Taux d'escompte privé. Taux d'obligation. Cours des actions.



La grande liquidité au marché monétaire eut pour effet d'augmenter les émissions. On profita de la situation pour convertir, c'est-à-dire changer les emprunts remboursables à taux élevés contre ceux à taux plus réduits. La Confédération et les cantons spécialement, mirent cette situation à profit. Ils n'ont pas con-

verti moins de 637 millions de francs auxquels il convient d'ajouter encore pour 119 millions de conversion d'emprunts de la part des communes. Les entreprises privées y comprises, le montant des conversions atteignit 931 millions contre 215 millions seulement en 1929.

Le tableau suivant nous démontre que les nouvelles émissions ont également augmenté:

	Nouvelles émissions suisses		Emissions étrangères	Emissions totales sur le marché du capital en millions de francs
	Obligations	Actions en millions de francs		
1921	631	24	—	655
1922	649	17	—	666
1923	325	40	20	385
1924	336	41	72	449
1925	304	44	79	427
1926	45	142	298	485
1927	205	213	219	637
1928	55	282	92	429
1929	248	508	110	866
1930	278	29	305	612

La Confédération et les cantons ne souscrivent du moins aucun nouvel emprunt sur le marché; ils ont même diminué quelque peu leurs dettes. La plus grande partie des nouveaux emprunts a été souscrite par les entreprises privées. L'industrie électrique surtout, avait besoin de grands capitaux (94 millions contre 44 l'année précédente). La liquidité du marché suisse de l'argent fut immédiatement mise à profit par l'étranger. Les emprunts étrangers n'ont depuis la guerre, jamais atteint un montant aussi élevé que celui de l'année dernière, et ne l'atteindront sans doute plus jamais. Actuellement, grâce à l'abondance des capitaux, l'exportation du capital ne peut en général pas porter grand préjudice à notre économie nationale. Il est cependant déplorable que la richesse en capitaux, un des rares pouvoirs économiques dont dispose la Suisse, ne soit pas utilisée plus souvent et plus rationnellement en faveur de notre économie suisse. Il arrive parfois, il est vrai, que l'on souscrit à des emprunts étrangers, à la condition que des commandes soient réservées aux industries suisses ou que ces dernières bénéficient de certains avantages. Ce n'est généralement pas le cas, et souvent on souscrit des emprunts n'offrant aucune sorte de compensation.

Il en est tout autre de l'émission des actions. Si 1929 fut une année de record quant à l'augmentation du capital-actions, 1930 a battu le record dans le sens inverse. Le début de la crise a entravé l'extension de l'industrie, et a limité dans une forte mesure les augmentations de capitaux ainsi que la création des sociétés anonymes. A l'exception des usines métallurgiques Fischer, aucunes autres entreprises telles que les banques, sociétés financières, les industries ou les compagnies d'assurance, n'ont

procédé à une augmentation de leurs capitaux. Cela ne veut naturellement pas dire que le développement des entreprises capitalistes soit stationnaire; pour les sociétés financières du moins, le développement se poursuit et dès que la situation s'améliorera, il y aura de nouvelles extensions de capitaux. Le fait ne fut pas possible l'année dernière par suite de la mauvaise situation de la bourse; de nouvelles émissions n'auraient été possible qu'à des cours très défavorables.

Selon la statistique de la Banque nationale, le total des émissions a été de 250 millions inférieur à celui de l'année précédente. Il se peut que cette statistique ne soit pas complète. L'exportation du capital en particulier peut se faire sous d'autres formes que par la souscription d'emprunts étrangers, par exemple par l'achat de valeurs étrangères, ce qui n'est pas compris dans la statistique.

Les cours des actions qui accusaient déjà un recul en 1929, ont encore baissé l'année dernière:

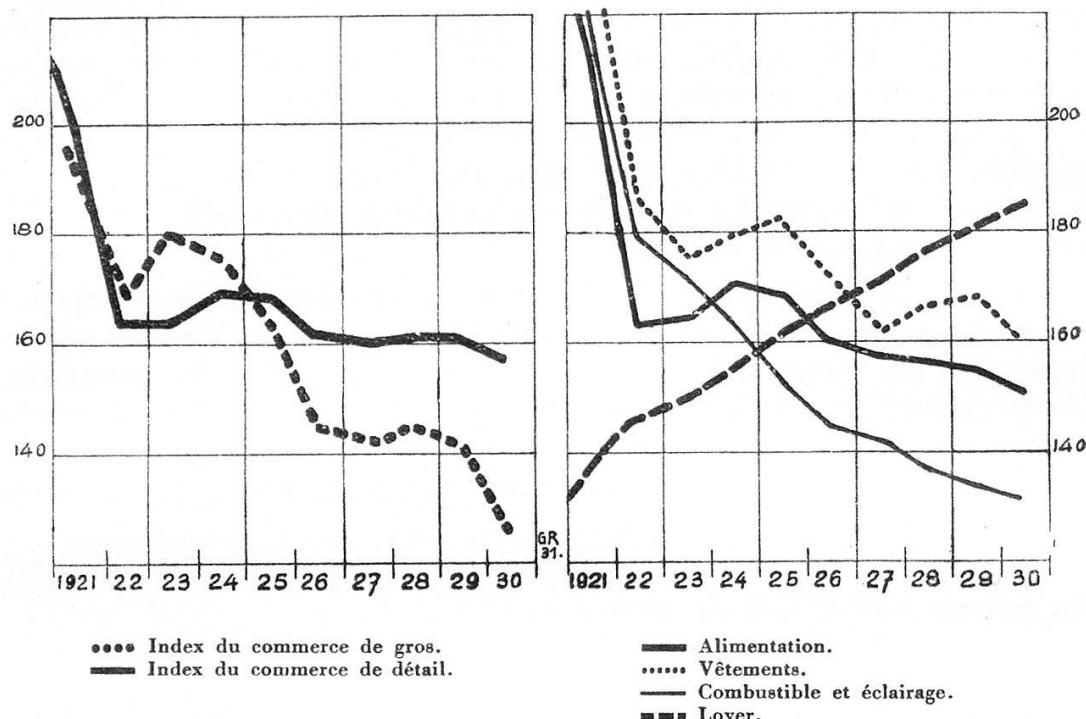
	Index des cours des actions	Index des actions industrielles		Index des cours des actions	Index des actions industrielles
1921	82,1	98	1926	155,1	166,8
1922	79,2	89	1927	182,9	201,2
1923	95,0	109	1928	208,3	247,1
1924	119,1	123,6	1929	196,8	235,7
1925	133,7	138,4	1930	182,9	214,5

L'index total a reculé en moyenne de 14 points, celui des actions industrielles de 21 points. Le dernier rapport trimestriel publié fait ressortir que selon les résultats mensuels, le recul a été bien plus grave encore.

1930 a été l'année de la débâcle des prix. Les chiffres suivants ne donnent pas un tableau très typique de cette débâcle, tout d'abord parce que ce sont des chiffres moyens et que la baisse des prix s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année, ensuite parce que la Suisse ne réagit pas très rapidement contre le déplacement du niveau international des prix:

	Index du commerce en gros	Index total	Index du coût de la vie			
			Alimentation	Vêtements	Combustible et éclairage	Loyer
Juin 1914 = 100						
1921	197	200	213	232	213	138
1922	168	164	163	186	181	146
1923	180	164	165	176	173	150
1924	176	169	172	179	165	155
1925	163	168	169	181	153	162
1926	145	162	160	172	146	166
1927	142	160	158	162	142	172
1928	145	161	157	166	137	176
1929	141	161	156	167	134	180
1930	127	158	152	160	132	184

Prix dans le commerce de gros et détail



L'index du commerce de gros suisse a reculé en moyenne de 14 points. De décembre 1929 à décembre 1930, le recul est de 22 points. Ce recul est encore très modeste comparé aux réductions du niveau des prix sur les grands marchés internationaux. Selon l'*Economist*, l'index du commerce de gros anglais a diminué de 127 points à 99 points depuis fin 1925 à fin 1930 (1913 = 100). Ce fait démontre que la baisse des prix s'effectue plus lentement et avec plus de retard chez nous que dans les pays où l'on n'a pas coutume d'entraver toute liberté comme le fait la politique économique fédérale.

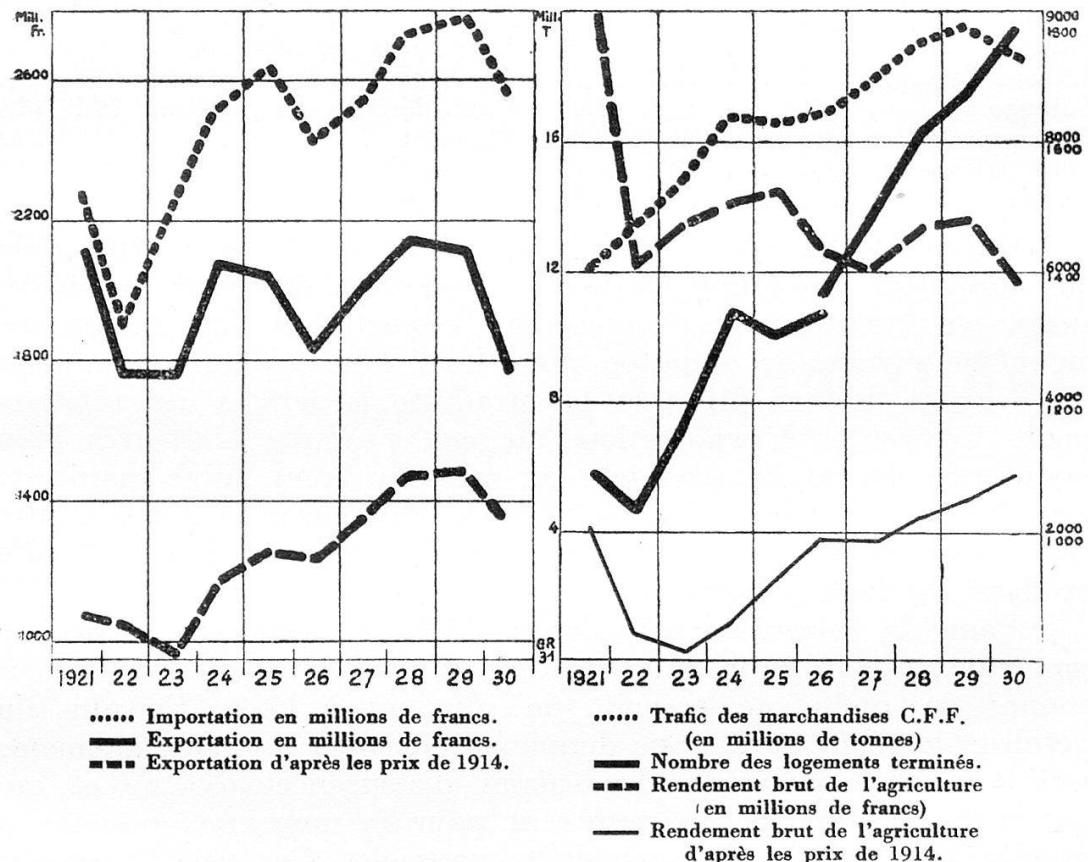
L'index du commerce de détail en Suisse se maintient. L'index total a diminué de 3 points. L'augmentation constante du prix des loyers a compensé en partie le recul des prix de l'alimentation et des vêtements.

Comme d'habitude, nous établissons l'importance de la production à l'aide des chiffres du commerce extérieur, du trafic des marchandises des C. F. F. et des logements terminés; nous tenons compte en outre du rendement brut de l'agriculture, et cela d'après la valeur monétaire absolue, et comptée également d'après les prix d'avant-guerre. Pour nous reporter aux prix de 1914, nous divisons les chiffres absolus par l'index du commerce de gros. Cette méthode (qui est évidemment quelque peu simple) permet de ne pas tenir compte des variations qui sont uniquement dues aux oscillations des prix.

	Importation en millions de Fr.	Exportation en millions de Fr.	Exportation d'après les prix de 1914, en millions de Fr.	Trafic en marchan- dises des C.F.F. en millions de tonnes	Nombre des logements terminés dans 25 ^{es} villes	Rendement brut de l'agriculture, en millions de Fr.	Rendement brut de l'agricult. d'après les prix de 1914, en millions de Fr.
1921	2296	2140	1089	12,0	2971*	2001	1016
1922	1914	1762	1050	13,3	2344*	1413	841
1923	2243	1760	978	14,7	3663*	1475	819
1924	2504	2070	1178	16,6	5458*	1504	855
1925	2633	2039	1251	16,4	5029*	1524	935
1926	2415	1837	1239	16,8	5649	1431	987
1927	2564	2023	1373	17,8	6753	1401	986
1928	2744	2134	1472	19,0	8020	1466	1011
1929	2784	2105	1492	19,6	8760	1479	1049
1930	2568	1763	1380	18,6	9716	1385	1090

* Autre calcul pour 26 villes (1926 : 5473, 1927 : 6516).

Commerce extérieur, trafic des marchandises, construction, rendement brut de l'agriculture.



Les chiffres pour 1929/30 reflètent nettement les diverses situations économiques des branches qui dépendent du marché mondial et du marché indigène. Les courbes du marché extérieur s'inclinent nettement, spécialement celle de l'exportation. En tenant compte de la baisse des prix, ce recul est de peu d'importance; toutefois, l'exportation a reculé de 7 %. La crise semble n'avoir eu encore aucun effet sur la production indigène de toute l'année. Ceci, spécialement pour l'industrie du bâtiment. Le nombre de logements terminés est de 1000 en plus qu'en 1929;

cette augmentation dépasse même celle de l'année précédente. Le trafic des marchandises a, pour la première fois depuis 1925, reculé quelque peu. Le fait s'explique par suite de la diminution de l'exportation.

Le rendement brut de l'agriculture a été de 6 % environ inférieur à celui de 1929. Ce résultat, en regard du mauvais temps et de la réduction du prix du lait, est encore très satisfaisant. En considérant la baisse des prix, il ressort que le rendement de l'agriculture s'est quelque peu élevé.

Nous donnons ci-dessous encore quelques chiffres sur l'exportation des diverses branches d'industrie au cours de l'année et comparés à ceux de 1929:

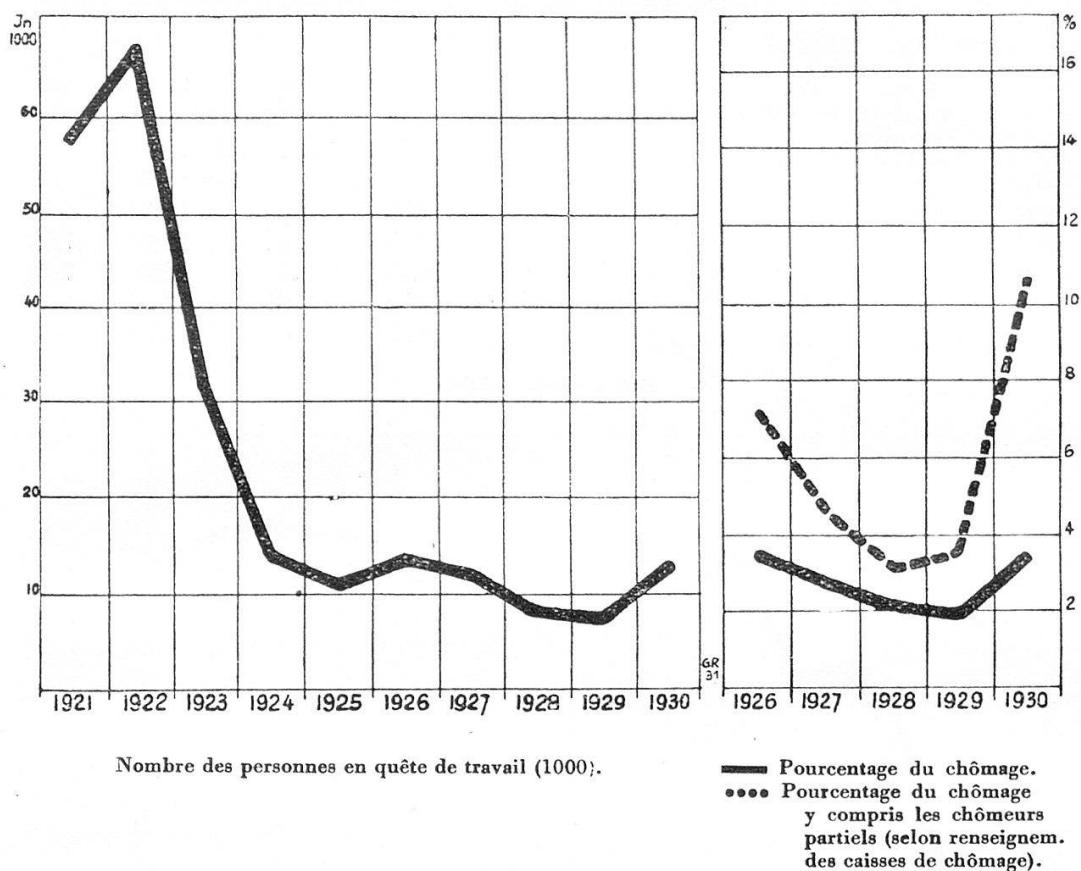
	1929	1930		1929	1930
	en millions de Fr.			en millions de Fr.	
Coton	50,4	39,3	Chaussures	35,5	35,3
Toile de coton	90,9	70,8	Aluminium	55,7	43,5
Broderies	92,5	68,7	Machines	241,3	223,5
Chappe	38,9	23,0	Montres	276,7	208,7
Soieries	174,3	144,1	Instruments et appareils .	68,6	67,2
Rubans de soie	18,2	14,2	Prod. pharm. et droguerie	53,5	49,0
Lainage	51,1	43,6	Coul. dérivées du goudron	79,2	67,0
Tricotages et bonneterie .	35,7	26,2	Chocolat	28,2	23,1
Soie artificielle	38,8	40,7	Lait condensé	39,8	34,3
Vannerie	37,6	45,5	Fromage	103,7	92,8

Seules les branches de la vannerie et de la soie artificielle ont enregistré une augmentation de l'exportation. Pour les chaussures, les instruments et appareils, l'exportation s'est maintenue au même niveau; la situation pour les produits pharmaceutiques, les drogues, les machines et les produits laitiers, a été relativement favorable. L'exportation de ces produits s'est très bien maintenue durant les premiers six mois, le recul ne se manifesta que dans la seconde moitié de l'année. L'exportation a par contre reculé dans des proportions considérables dans l'industrie textile et dans l'industrie horlogère.

Pour la première fois depuis 1926, le chômage accuse en moyenne annuelle une augmentation. En 1930, il y eut 5000 personnes en quête de travail, de plus qu'en 1929. En plus du nombre des chômeurs, nous donnons ci-dessous les renseignements qui nous sont parvenus des caisses d'assurance-chômage et qui ont trait au chômage en pour-cent pour la moyenne annuelle et établis sur la base des calculs trimestriels. Ces renseignements ne sont publiés que depuis 5 ans; ils ne comprennent pas seulement les chômeurs complets, mais également les chômeurs partiels:

Nombre des personnes en quête de travail	Nombre des personnes en quête de travail	Voici sur 100 membres le nombre des chômeurs : complets	partiels
1920 6,522	1926 14,118	3,4	3,9
1921 58,466	1927 11,824	2,65	2,0
1922 66,995	1928 8,380	2,05	1,05
1923 32,605	1929 8,131	1,85	1,75
1924 14,692	1930 12,881	3,4	7,2
1925 11,090			

Chômage



Nombre des personnes en quête de travail (1000).

— Pourcentage du chômage.
••• Pourcentage du chômage
y compris les chômeurs
partiels (selon renseignem.
des caisses de chômage).

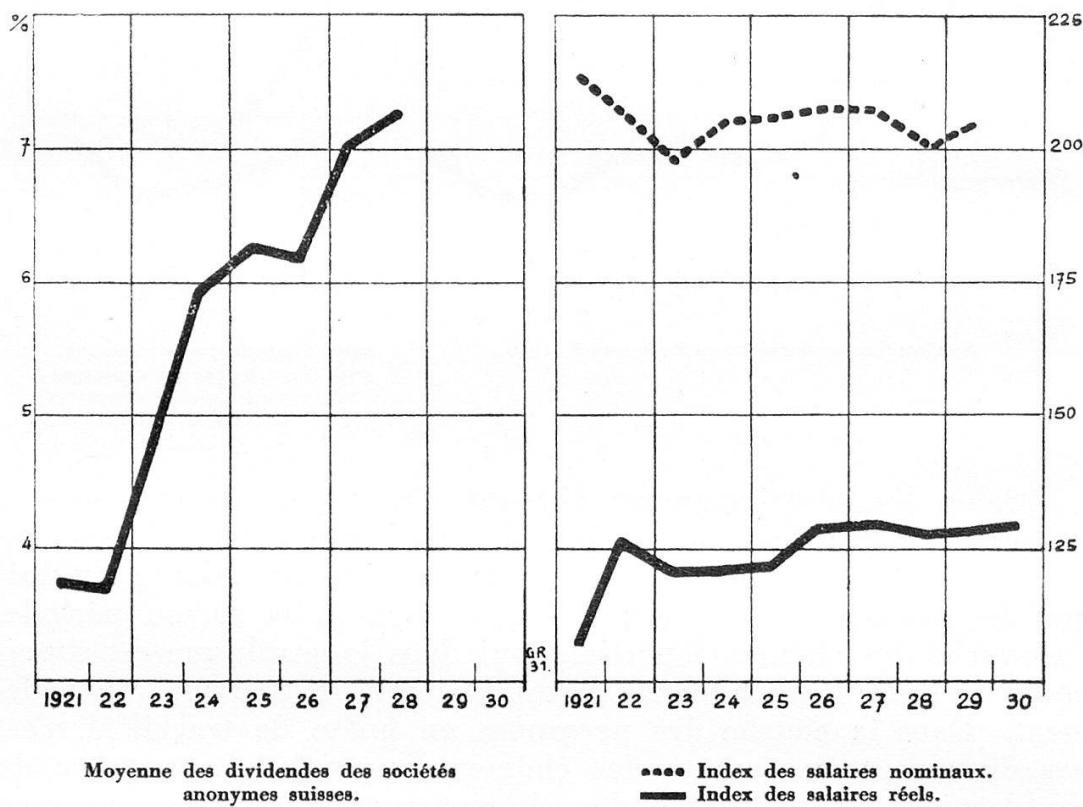
Selon les renseignements obtenus des caisses de chômage le pourcentage du chômage serait plus élevé que ne l'indiquent les Offices de travail. Cette divergence provient sans doute du fait que le recensement n'a pas été exactement à la même période. La courbe des chômeurs partiels, qui dans le graphique est superposée à celle des chômeurs complets, s'élève presque verticalement. Dans la courbe des personnes en quête de travail il n'est pas du tout tenu compte des chômeurs partiels. Le nombre de ces derniers est le double des chômeurs complets. La moyenne des chiffres pour 1930 est très réduite par les 6 premiers mois durant lesquels le chômage ne s'étendait pas encore dans de très fortes proportions.

Qu'en est-il finalement de la répartition du rendement de l'agriculture? Nous disposons malheureusement de très peu de renseignements à ce sujet. Nous connaissons les salaires grâce aux déclarations faites à l'assurance contre les accidents sur le gain des ouvriers victimes d'accidents. Les résultats pour 1930 n'ont pas encore été établis. Il semble que les salaires nominaux n'ont pas beaucoup varié, car il y a eu plus ou moins une sensible baisse de salaires dans diverses branches. Quant aux salaires réels, la rédaction des *Rapports économiques et statistiques sociales* suppose que par suite de la baisse du coût de la vie ils ont augmenté d'un point et atteignent actuellement 129 points.

Nous comparons aux salaires les dividendes moyens des sociétés anonymes privées. Malheureusement, cette statistique n'est établie que jusqu'en 1928:

1913=100	Index du salaire journalier	Index des salaires réels de l'ouvrier qualifié	Dividende en %	Index du salaire journalier	Index des salaires réels de l'ouvrier qualifié	Dividende en %
1921	214	107	3,70	1926	207	128
1922	206	126	3,66	1927	207	129
1923	198	121	4,81	1928	201	125
1924	204	121	5,86	1929	205	127
1925	205	122	6,24	1930	—	128

Dividendes et salaires



Les salaires nominaux sont restés à peu près les mêmes depuis 1924. La diminution constatée en 1928 provient d'une autre méthode de calcul. Quant aux salaires réels, le léger recul qui s'était manifesté en 1928, put être équilibré de suite. Malgré la prétendue baisse de prix, il n'y a pas eu d'amélioration. Le rendement des sociétés anonymes, réparti sous forme de dividendes, augmente par contre très rapidement depuis 1922. Sans doute y aura-t-il diminution des dividendes moyens durant les deux dernières années, il est vrai, dans une très faible mesure; toujours est-il que cette diminution n'est pas à comparer avec la réduction des dividendes qui eut lieu lors de la dernière crise.

Une fois encore, nous constatons ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises: soit que la classe ouvrière n'a bénéficié que dans une très faible mesure du développement de la production

et du rendement économique qui furent l'apanage de ces dernières années. Et actuellement, alors que la crise sévit à nouveau, c'est encore malgré tout, la classe ouvrière qui en souffre en premier lieu. A part la baisse des salaires, il y a la perte du gain qui pèse douloureusement sur la population ouvrière, et dont la statistique sur les salaires n'en fait aucune mention. Le capital s'entend fort bien à faire supporter en grande partie par la classe ouvrière, les suites de la crise, par la suppression d'une partie de la production. Il est à prévoir aujourd'hui déjà, que les capitalistes se tireront, sans s'être fait trop de mal, de la crise.

*

Pour donner un tableau exact de l'année économique de 1930 il conviendrait d'établir une différence entre la situation de l'économie mondiale, spécialement celle des grands pays industriels, et celle de la Suisse. 1930 a été l'année de pleine crise pour l'économie universelle. Il y a quelques années, nous avions prévu que le recul de la conjoncture en Amérique, en Italie et en France, serait compensé par une lente amélioration en Allemagne et en Angleterre; cette prévision était donc fausse. La « sur-offre » sur le marché des matières premières qui fut endiguée un certain temps par des mesures artificielles (cartels, pools, valorisations) et l'effondrement de l'économie américaine entraînèrent dans un marasme plus complet encore, les pays déjà victimes de la crise. C'est ainsi que s'est développée une crise économique capitaliste typique telle que nous en avons connue une première fois dans les années 1921/22. En plus des causes économiques, de nombreux autres facteurs contribuèrent à aggraver la situation, tels l'insécurité et la méfiance dans le domaine politique déclenché par des événements tels que les élections allemandes. On ne saurait aujourd'hui déjà, dire sûrement si la crise universelle a atteint son apogée. Il est à supposer que les dépôts de marchandises ont diminué et que de ce fait la baisse des prix se poursuivra; mais, il existe encore de grandes réserves dans certains domaines et ces dernières pèsent fortement sur le marché. Il est donc fort douteux que les prix en soient arrivés au niveau définitif. Dans la phase actuelle de la crise, seuls un apaisement général et le retour de la confiance sont à même d'améliorer la situation. Les dernières semaines ont apporté une certaine tranquillité, surtout dans les bourses, bien qu'aujourd'hui, tout est spéculation dans les bourses, spéculation qui au lieu de se baser sur des facteurs objectifs s'oriente selon les tendances et l'ambiance, et cette tranquillité tend à être exagérée et ne manquera pas une fois encore de donner lieu à une réaction défavorable.

La Suisse ainsi que la France et les pays du nord ne subirent que tardivement et avec moins d'intensité, les atteintes de la crise. Les événements, grâce auxquels les effets de la crise ont été quelque peu atténués pour nous jusqu'à présent, sont nombreux (capital bon marché; situation financière favorable de la plupart

des entreprises grâce aux dernières années de haute conjoncture; mécanisation, spécialement électrification dans le monde entier); ces facteurs cependant n'agissent en partie, plus que dans une faible mesure. C'est ainsi que la situation économique indigène favorable jusqu'à présent est peu à peu entraînée dans le marasme par suite d'un manque de capacité d'achat et dont les salariés qui dépendent, des industries d'exportation, sont victimes. Fort heureusement l'activité qui règne dans l'industrie du bâtiment semble vouloir se maintenir encore un certain temps, ce qui permettra d'atténuer sensiblement les effets de la crise. Et cependant malgré tout, il faut s'attendre à ce que les chiffres du chômage augmentent encore ces prochains mois, en comparaison de 1930. Une amélioration ne sera possible que lorsque le marché mondial sera de nouveau accessible aux produits suisses d'exportation.

Lors de chaque crise économique, on a tenté de remédier à la situation par des augmentations de douanes ou autres mesures protectionnistes de ce genre. La crise démontre l'effet désastreux qu'ont ces interdictions commerciales de parts et d'autres et combien la situation est aggravée par les barrières douanières qui entravent surtout le trafic des marchandises. La dernière branche à laquelle s'accrochent habituellement les politiciens économistes est cependant la fermeture des frontières. Le même moyen est employé dans la crise actuelle. Depuis 4 ans, des conférences sans nombre ont lieu pour soulager les relations commerciales internationales. Faut-il que ces tentatives n'aboutissent qu'à répandre une nouvelle vague douanière sur l'Europe? Notre pays en serait gravement atteint. Lorsque les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne élèvent leurs tarifs douaniers, ils protègent ainsi dans une large mesure leur marché indigène. Si la Suisse use du même procédé, elle supprime ainsi avec le marché mondial des relations qui sont indispensables à son existence. Il est donc incompréhensible que de nombreux industriels suisses s'engagent sur cette voie et que les autorités lancent à tort et à travers des demandes d'élévations des tarifs douaniers. Il serait impardonnable que la politique économique fédérale s'engage sur ce terrain. La Suisse peut tout au plus contribuer à ce que les autres Etats élèvent encore davantage leurs tarifs; mais, dans la course aux tarifs douaniers, c'est elle qui abandonnerait le terrain en premier lieu. Nous avons déjà dit à plusieurs reprises dans notre périodique qu'au point de vue national, la crise ne peut être écartée. La politique économique peut tout au plus veiller à ne pas agraver la crise par ses démarches et à renforcer la capacité d'achat de la population en créant des occasions de travail.